

AL PACO

man-en-m



M. Pirloot Germain
Remelberyst. 5/63
8400 Ostende

115
1.3.1989



ESPERANTO SERVE AL PACO

Edition francophone trimestrielle de la
Section belge du Mouvement espérantiste
pour la paix (M.E.M)

M.E.M. Peranto : Claude GLADY, 36, rue de la Marne, 1030 Bruxelles
C.C.P. : 000-1118067-55 Tél : 02/242.49.86

Prix : 20 F
Abonnement 1 an : 80 F

N° 3

Mars 1989

EDITO

M. A. Skupas, Vice-Président de MEM a été l'hôte du Bureau de "Rencontres pour la Paix", ensuite du Comité Régional de l'Association Belgique-URSS au 23 de la rue de la Madeleine à Liège. A Bruxelles, il a rencontré des militants de "Pax Christi". Sous les auspices de l'Association B-URSS et de la section de MEM, il a répondu aux questions d'un public nombreux à Liège, ce dont témoigne le compte-

rendu de "La Wallonie", publié en pages 4 et 5. Il a parlé dans les clubs de l'Espéranto à Bruxelles, Liège et Verviers. Sur son passage, l'amitié entre les peuples et une meilleure compréhension de leurs problèmes ont été confortés.

Un autre membre du Secr. Int. de MEM, M. Nanba Syozi, du Japon illustre aussi notre rubrique en pages 6 et 7, le texte a aussi paru dans "La Wallonie". Nous annonçons pour le 16 avril une manifestation, à l'appel du CNAPD. Enfin, nous convions les pacifistes à apporter leur contribution active au débat du vendredi 17 mars, sous l'égide du RLP. (Rass. Lg.Px)

L'espoir que les communistes redeviennent partout des porteurs de l'action pour la paix a été exprimé par M. Levaux aux congressistes du PC de Liège. Suite Pge 7

« Ils reviennent ? »

« Ils reviennent ? Nous aussi ! » C'est ainsi que s'est exprimé hier le nouveau président du CNAPD, Denis Lambert, devant notamment la perspective de modernisation des missiles nucléaires de courte portée. Denis Lambert, ainsi que les autres représentants des mouvements de la paix de notre pays, présentait, lors d'une conférence de presse la « manifestation d'urgence », qui aura lieu le 16 avril prochain à Bruxelles, sur le thème « Pas de nouveaux missiles ». Pendant ce temps, le secrétaire d'Etat américain John Baker, poursuivait sa tournée dans les capitales européennes, afin de vanter, auprès de ses alliés, les bienfaits d'une « modernisation »...

Le mouvement de la paix a décidé de reprendre son offensive contre l'armement nucléaire en organisant, le 16 avril prochain à Bruxelles, une « manifestation d'urgence » destinée à marquer l'opposition de l'opinion publique à tout nouveau missile.

Cette manifestation, qui sera organisée par les quatre grands mouvements belges de la paix — Overlegcentrum voor de Vrede (OCV), Vlaamse Aktiekomitee tegen Atoomwapens (VAKA), Comité national d'action pour la paix et le développement (CNAPD) et Concertation paix et développement (CPD) —, aura pour objectif de dénoncer la modernisation des armes nucléaires existantes et l'acceptation par l'OTAN d'armes nucléaires nouvelles.

Les dirigeants des quatre organisations pacifistes ont unanimement souligné hier, au cours d'une conférence de presse, la nécessité de saisir la chance d'un contexte international favorable, marqué notamment par le retrait des euromissiles et par des accords de paix régionaux dans le tiers monde.

« L'heure est aux négociations »

qui « appellent toujours un moratoire », estime ainsi le CNAPD.

Pour les pacifistes, tant francophones que flamands, cet « état de grâce » des relations Est-Ouest est menacé par le « contournement » de l'accord INF, signé en décembre 1987, envisagé par l'OTAN. Le mouvement de la paix relève, en effet, que la « modernisation » des armes nucléaires de l'OTAN implique également une « relance dans l'escalade de l'équilibre de la terreur ». Il cite notamment le déploiement de missiles d'une portée de 2.500 kilomètres à bord de navires américains au large de l'Europe, l'équipement d'avions à capacité nucléaire de l'OTAN de deux missiles de croisière de 500 kilomètres de portée, et la modernisation des missiles tactiques Lance, dont la portée passerait de 125 à 450 kilomètres.

Le président du CNAPD, Denis Lambert, a par ailleurs qualifié la « modernisation » des armes nucléaires de l'OTAN de « prématurée ». « Ce n'est pas au moment où différents forums de négociations peuvent s'ouvrir, dans les domaines nucléaires, conventionnels et chimiques qu'il faut les mettre en péril par

Nous aussi ! »

des décisions de réarmement », a-t-il précisé.

Pour sa part, Pierre Galand, de la Concertation paix et développement, s'est réjoui que le ministre belge de la Défense nationale ait marqué de sérieuses hésitations lors de la réunion du Groupe de haut niveau, l'automne dernier à Scheveningen. Et Pierre Galand de se reprendre pour souligner que Guy Coëme a eu plus que des hésitations. Il a posé, selon lui, la question fondamentale, celle de savoir si, dans le climat de détente actuel, il est nécessaire de parler de « modernisation » des armes nucléaires tactiques. Et le représentant de la CPD d'estimer qu'il convient aujourd'hui d'approfondir la notion d'Europe de la coopération.

Pour sa part, Hugo Ongena, président du VAKA, a enfin précisé que la manifestation avait d'ores et déjà reçu le soutien de plusieurs organisations politiques et syndicales (Ecolo, PS, MOC, FGTB, CSC...) et bénéficierait d'une participation internationale, notamment hollandaise.

La première étape consistera en une phase de mobilisation de l'opinion publique qui débutera les 6, 7 et 8 avril, avec un « périple pour la paix » qui regroupera 150 jeunes cyclistes. Ceux-ci partiront de Liège et rallieront Bruxelles, et passeront notamment par Waremme, Namur, Charleroi et La Louvière.

Quant à la « manifestation d'urgence » du 16 avril, elle partira de la gare Centrale et se terminera place Rouppe à Bruxelles. Ses principaux mots d'ordre seront :

— Pas de modernisation des armes nucléaires.

— Négocier la troisième option zéro maintenant.

— Pas de nouvelles armes nucléaires sur terre, sur mer, dans les airs.

— Réduction des armements conventionnels, interdiction des armes chimiques.

— Pour une Belgique sans armes nucléaires dans une Europe sans armes nucléaires.

Baker poursuit sa tournée

Pendant ce temps, le secrétaire d'Etat américain, James Baker, poursuivait sa tournée dans les capitales européennes de l'OTAN. Il devait se rendre hier à Athènes, Ankara et Rome. Son but : tâter le pouls des alliés devant l'insistance croissante de Washington pour avancer dans la modernisation des armes nucléaires de courte portée.

On peut supposer qu'à Bonn notamment, James Baker a dû exercer les pressions nécessaires. Surtout que le chancelier Kohl, dans une interview accordée vendredi dernier au *Financial Times*, avait déclaré que la décision de la modernisation ne devait pas être prise « avant 1991-1992 ». C'est que le chef du gouvernement de centre-droite, qui affrontera des élections générales à la fin 1990, doit compter avec une opinion publique sensible aux annonces de désarmement du Pacte de Varsovie et qui se sent directement concernée par des armes nucléaires qui ne peuvent être utilisées que sur le sol allemand.

Le professeur Skupas, de l'université de Vilnius (Lituanie) « Chaque matin on veut connaître les nouvelles »

Le professeur Skupas est lituanien. Il enseigne le français à l'université de Vilnius, capitale de cette république baltique qui fait partie de l'URSS. Il est aussi président du mouvement Espéranto de Lituanie et vice-président du mouvement espérantiste pour la Paix. De passage à Liège, il a animé une conférence-débat sur le thème des nationalités en URSS. En fait, il a apporté un témoignage personnel sur ce qui se passe aujourd'hui dans sa région. (1)

Faim d'infos

« Chaque matin, on se lève en se demandant quelles sont les nouvelles, c'est-à-dire ce qu'il y a de nouveau. Cet appétit pour l'information est perceptible aussi dans ces filets qui se forment devant les kiosques à journaux », déclare-t-il notamment. Ce témoignage confirme ce climat de changement qui marque aujourd'hui la vie soviétique.

La Lituanie comprend environ 3,5 millions d'habitants dont trois millions sont effectivement lituaniens. Ils ont en commun une culture très ancienne véhiculée par une langue qui est la première dans la République. Il est désormais demandé aux non-lituaniens d'apprendre cette langue s'ils veulent vivre dans la République. Cependant, à la différence de ce qui a été décidé

en Estonie, aucun délai n'a été imposé à ces personnes pour acquérir la langue.

« Front » et « ligue »

De 1918 à 1940, la Lituanie a existé comme Etat souverain. Sous la poussée du mouvement de revendication nationale libéré par la « glasnost » gorbatchevienne se développe aujourd'hui une volonté d'acquérir plus d'autonomie. C'est la revendication centrale du Front Populaire Lituanien qui souhaite une souveraineté lituanienne mais dans le cadre de la fédération soviétique. Ce Front compte dans ses rangs de nombreux responsables du parti communiste. (Il semble même bénéficier de l'appui de Gorbatchev - NDLR).

Actuellement, la Lituanie a « récupéré » son drapeau et son hymne national. Sa langue est reconnue officiellement et le Front se montre très actif. On a vu aussi se développer un nationalisme plus dur dont l'incarnation est, par exemple, une « Ligue pour la Liberté de la Lituanie » qui revendique l'indépendance pure et simple. Une revendication d'autant plus irréaliste que les liens économiques entre la Lituanie et le reste de l'URSS sont vitaux pour la République elle-même.

Religion et écologie

Le professeur Skupas souligne aussi l'importance du rôle joué par l'Eglise. Une majorité de Lituaniens est catholique et les manifestations religieuses mobilisent des foules importantes. Les autorités politiques prennent le phénomène en compte et, par exemple, on a « rendu la Cathédrale aux croyants ». L'Eglise Saint-Casimir, qui abritait le musée de l'athlétisme, va, elle aussi, être ouverte au culte. Il y a donc bien évolution.

On a beaucoup remarqué, à Vilnius, qu'un discours du Se-

crétaire du parti communiste appelait à la modération dans les comportements et à la persévérance dans l'effort de transformation sociale était en fait la réplique exacte d'un autre discours, prononcé, celui-là par... le Cardinal.

Le professeur Skupas a aussi confirmé l'analyse faite par Jean-Marie Chauvier dans son livre « URSS, une société en mouvement » quant à l'importance des problèmes écologiques comme élément moteur dans les initiatives de mouvements de masse. La protection de la Baltique, le refus d'un développement du nucléaire dans

des conditions douteuses sont ainsi à l'origine de revendications non dépourvues d'effets. Fait significatif, la lutte pour la protection de la Baltique a donné lieu à une manifestation en commun avec d'autres riverains de cette mer, Polonais et Danois notamment.

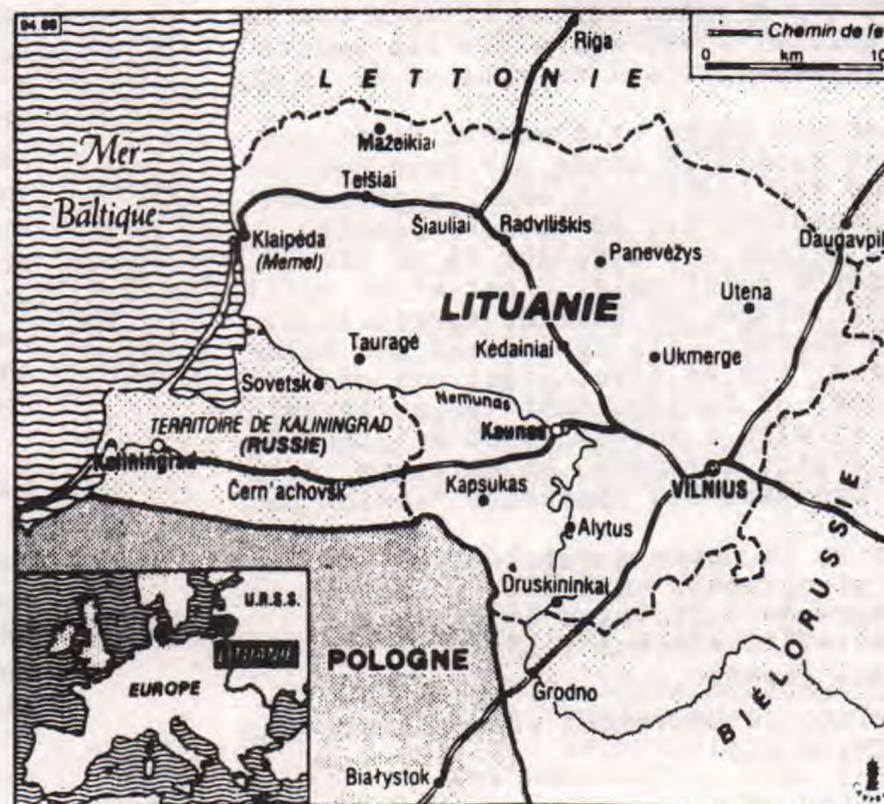
Apprendre la démocratie

Le professeur Skupas a aussi signalé que, dans son université par exemple, il y a une « vie » revendicative très développée. On voit des étudiants s'organiser pour réclamer tel ou tel cours, pour critiquer tel autre. La présentation de candidats aux élections donne lieu à des débats inusités jusqu'à aujourd'hui. Certains sont un peu déconcertés par cette liberté nouvelle. Et même, il en est qui ne savent pas encore très bien comment en user. D'autant que qui dit liberté dit aussi responsabilité et prise de responsabilité.

On veut croire que, comme les autres Soviétiques, les Lituaniens apprendront vite. C'est en tout cas que l'on peut souhaiter de mieux pour la réussite de la « perestroïka » et de la « glasnost » !

P. G.

(1) Le professeur Skupas était l'invité de l'Association Belgique-URSS et de la section belge de Mondpaca Esperantista Morado.



LICENCIEMENTS MASSIFS AU JAPON

La lutte syndicale des ouvrières de Sanyo.

A l'usine de Sanyo de Suminodô d'Osaka, 1200 ouvrières, dites "à travail partiel" sont licenciées. L'affaire a commencé le 18 février 1987. Les patrons annoncent par les journaux qu'elles ont accepté leur licenciement. Choquées par cette affirmation, elles se réunissent et mettent sur pied leur syndicat. C'est ainsi qu'elles imposent la négociation à la Compagnie. Celle-ci refuse net le retrait des licenciements. Les ouvrières déposent plainte au tribunal.

Sanyo est une firme mondialement réputée pour sa production en appareillages électriques et électroniques de 2 milliards de Yen (7700 millions de dollar). Elle exporte pour 300 milliards de Yen (2300 millions de dollar). Elle accumule 15000 millions de Yen en solde positif de son bilan annuel.

Au tribunal, les patrons maintiennent que les ouvrières "à temps partiel" avec journée de travail réduite d'une heure ont tort de s'opposer au licenciement. Mais en fait, ces ouvrières ont travaillé plus de dix ans dans la même usine, avec une seule heure de travail en moins par jour, par rapport aux travailleurs "à temps plein". Aussi le tribunal prend-il en considération le contrat renouvelé chaque année et considère qu'il n'y a pas lieu d'invoquer le caractère de "travail à temps partiel".

A cela, les patrons rétorquent que leur administration est en difficulté par la hausse de la valeur du Yen. C'est pourquoi en avril, au cours de négociations, ils refusent encore de retirer les licenciements. D'où l'impasse et l'abandon des ouvrières sans travail.

Au Japon, qui possède une législation "paternaliste à souhait", celle-ci protège les travailleurs "à temps plein" contre les motifs de licenciements pour difficultés administratives si l'on ne peut prouver des déficits.

Une "Conférence du syndicat des travailleurs pour un front unique" proclame son soutien à l'action engagée par les ouvrières. Dans un premier temps les patrons tentent de calmer les appréhensions par des promesses qu'il n'y aura jamais de licenciements. Mais soudain, ils déclenchent une campagne d'intimidation accompagnée d'avis de licenciements et de menaces précises envers les syndiquées, surtout celles qui assument des responsabilités syndicales. Nombreuses sont celles qui n'ont d'autres revenus que leur seul salaire pour l'entretien de leur famille. C'est alors que les agents de la Compagnie les menacent de ce qu'elles vont faire l'expérience de la misère si elles s'obstinent...

Le scandale est d'autant plus grave que Sanyo et d'autres fabriques de l'électricité et de l'électronique ont inondé le monde par leur production, ce qui a provoqué l'augmentation du Yen (notamment sous la pression des USA) et créé des difficultés à l'exportation des produits japonais. Aussi les japonais ont-ils construit des usines à l'étranger là où ils trouvent des salaires au rabais et des impôts quasi nuls. C'est ainsi qu'ils possèdent des implantations aux USA, à San Diego, en Floride (production: 200 mille frigidaires par an), en RFA; à Fischer, ils produisent 350 mille cassettes vidéo par an; en Grande Bretagne, ils en développent une production de 450 mille annuellement; en Espagne, où Sanyo produit 160 mille téléviseurs en couleurs par an; à Singapour où elle a investi 1500 millions de Yen et produit 400 mille conditionneurs d'air; à Penang, en Malaisie, avec un capital de 150 millions de Yen, elle produira des appareils "audio" pour 3700 millions de Yen.

Bref, Sanyo transfère à l'étranger la richesse accumulée par les travailleurs japonais. Ceux-ci accusent ce gigantesque monopole de les acculer à la misère. Ils font appel à des messages de solidarité à adresser à: Sanyo-denki-Part-Rôdôkumiai cê Kita-Kawati-Tôiturôsokon (KLS-UF), Yakumo-Higasi 2-114-1, Moriguti, Osaka-hu. Japon.

Nanba Syozi (Secr. Int. du Mouvement espérantiste pour la paix, MEM.)

Herstal, le 11 février 1989.

LES PREMIERS
MESSAGES
DE SOLIDARITE.

Sanyo-denki-Part-Rôdôkumiai
cê Kita Kawati-Tôiturôsokon (KLS-UF)
Yakumo -Higasi, 2-114, Moriguti. Osaka-hu.
Japon.

Les militants du comité de la section du Parti Communiste du Grand Herstal expriment leur solidarité fraternelle aux ouvriers de Sanyo, Osaka au Japon. Ils soulignent l'identité des intentions et des méthodes des patrons et des financiers de Sanyo et de la Société Générale de Belgique vis à vis des travailleurs. Pour cette dernière ils visent les différents sièges des ACEC.

Engagés dans la défense des acquis sociaux, les militants responsables du PC participent avec les travailleurs des ACEC à leur lutte. Ils dénoncent notamment le chantage à la faillite et à la remise en question des engagements patronaux envers les pré-pensionnés. Ils souhaitent plein succès à l'action syndicale des ouvrières de Sanyo pour la sauvegarde de leur emploi. Ils saluent les syndiqués des ACEC qui occupent le siège de Herstal pour s'opposer à la fermeture.

Ils proposent un arrêté-loi ou une convention pour le maintien du tissu industriel local.

Dans cette perspective, ils souhaitent la formation d'un groupe de pression pour la défense de ce tissu, composé de représentants de toutes les formations politiques, syndicales et sociales, attachées au bien-être de la population.

LE CONGRES DE LA FEDERATION LIEGEOISE DU PARTI COMMUNISTE
CHARGE LA SECTION DE HERSTAL D'ADRESSER SES SALUTATIONS AUX TRAVAILLEURS DE SANYO, OSAKA, EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS MASSIFS, MONTRANT PAR LA QUE LES LUTTES OUVRIERES SE REJOIGNENT DE L'EUROPE AU JAPON.

Albert Heuschen, 155 rue de Hermée, 4400 Herstal.
adresse de contact de "VIGILANCE POUR LA PAIX" informe de la transmission immédiate des messages, par l'intermédiaire de la section belge du Mouvement Espérantiste pour la paix mondiale (MEM).

EDITO (suite)

Encore faudrait-il en finir avec l'arrière-faix de "l'eurocommunisme" avorté qui gêne encore la publication par le "Drapeau Rouge" d'articles que "La Wallonie", journal des syndicats (FGTB) publie pour une juste information de ses nombreux lecteurs.

Nous sommes persuadés que l'information concernant Sanyo suscitera des réactions solidaires de militants chrétiens et socialistes et de leurs organisations dès qu'ils en auront connaissance.

Notre section de MEM, indépendante de tout parti politique reste attentive à toutes les initiatives d'où qu'elles viennent!

Nous sollicitons vos avis, votre information, vos critiques vos suggestions et votre collaboration.

Clément Tholet.

EN DERNIERE MINUTE

Nos amis R. Hegen de RFA et Gérard REQUIGNY de France nous invitent à participer aux marches de la Paix des organisations de leur pays,

le 26 mars 1989, à STRASBOURG.

Pour informations et pour annoncer des participations:
Mondpaca Esperantista Movado, Comité de Paix espérantiste.

Gérard REQUIGNY, Cité Franc-Moisin, Bat. 3 Esc. 10
F- 93200 SAINT DENIS. (France.)

... NOUS DEVONS TOUS ETRE HANTES PAR UN DANGER D'UNE
TOUTE AUTRE AMPLEUR, LA DISPARITION DE TOUS LES HOMMES.
POUR QUE LA CONSCIENCE DE LA
MENACE RESTE PRESENTE, LES HOMMES
POLITIQUES, QUEL QUE SOIT LE SUJET
DE LEUR DISCOURS, LES JOURNALISTES
QUE SOIT LE SUJET DE LEUR ARTICLE,
LES ETUDIANTS, QUEL QUE SOIT LE SUJET
DE LEUR DISSERTATION, DEVRAIENT, A
L'EXEMPLE DE CATON, TERMINER SYSTEMA-
QUEMENT PAR LE RAPPEL DE L'EXIGENCE
LA PLUS URGENTE :



IL FAUT EMPECHER LE MASSACRE DE L'HUMANITE

ASSEMBLEE-DEBAT
AVEC ALBERT JACQUARD

DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE GENETIQUE DE FRANCE
QUI NOUS PARLERA DE SON LIVRE :

CINQ MILLIARDS D'HOMMES
DANS UN VAISSEAU . . .

LE VENDREDI 17 MARS A 19 H.30

Au Théâtre de la Place
Place de l'Yser, à Liège.

LIEGE

AVEC VOTRE FAMILLE, VOS AMIS, VOS COLLEGUES, VOS ETUDIANTS
PARTICIPEZ A CETTE SOIREE SUR L'AVENIR DES HOMMES